



Shielding
your future

SSF

SCUTUM SECURITY FIRST

First
Info

NOUVELLE-CALÉDONIE

Point de situation

Flambée de violences dans le Grand Nouméa

La Nouvelle-Calédonie est depuis le 13 mai le théâtre d'émeutes particulièrement violentes qui secouent notamment sa capitale, **Nouméa**. En cause, un **projet de loi constitutionnelle réformant le corps électoral calédonien** voté par l'Assemblée nationale dans la nuit du 14 au 15 mai. L'adoption du texte, qui prévoit d'ouvrir le vote aux élections provinciales à tous les citoyens résidant sur place depuis dix ans, a provoqué la colère des **indépendantistes kanak**, ces derniers jugeant que cet élargissement risquait de réduire leur poids électoral et de "minoriser encore plus le peuple autochtone kanak". Cette colère s'est matérialisée par de **violentes manifestations** qui ont dégénéré en **émeutes**, au point de plonger le territoire français du Pacifique-Sud dans une crise sécuritaire, identitaire et politique inédite.



Véhicule incendié à Nouméa.. Source : Nicolas Job/AP

Alors que la **Cellule de coordination des actions de terrain** (CCAT, mouvement indépendantiste) a appelé à des manifestations à **Nouméa** du 8 au 13 mai en amont du vote du projet de loi, les premiers **heurts** ont éclaté dans la nuit du 13 au 14 mai, au cours de laquelle des scènes de **pillage**, de **vandalisme** et d'**affrontements** entre manifestants et forces de l'ordres ont été observées. Les violences se sont intensifiées les deux nuits suivantes et se sont étendues à d'autres communes de l'archipel, en particulier **Dumbéa** et **Mont-Dore**. A la date du 16 mai, au moins **3 civils et 2 gendarmes ont été tués**, tandis que des **centaines de personnes ont été blessées**. De **lourds dégâts matériels** ont également été rapportés, la présidente de la chambre de commerce et d'industrie du territoire les estimant à plus 200 millions d'euros.

Déclaration de l'état d'urgence et renforcement sécuritaire

Un **couvre-feu** a été instauré le 14 mai dans plusieurs communes, de 18h00 (heure locale, soit 09h00 heure de Paris) à 06h00 le lendemain. Cette mesure a depuis été reconduite localement. En particulier, les rassemblements dans l'agglomération de Nouméa ont été interdits, ainsi que le port d'armes et la vente d'alcool. Les lycées et collèges ont été fermés jusqu'à nouvel ordre.

L'**état d'urgence** est depuis entré en vigueur à 20h00 (heure de Paris, soit à 05h00 heure de Nouméa) le mercredi 15 mai. Une cellule interministérielle de crise a été montée dans la soirée au ministère de l'Intérieur.

Une réunion de suivi sur la situation ainsi qu'un second **conseil de défense** ont été présidés ce 16 mai par le président Emmanuel Macron. Une visioconférence a également été proposée aux élus calédoniens par le président, mais elle n'a pas pu se tenir. Selon l'Elysée, les **"différents acteurs ne souhaitant pas dialoguer les uns avec les autres pour le moment"**. Il est à ce stade prévu que le chef d'Etat échange "directement avec les élus" séparément.

Dans un communiqué, les indépendantistes du CCAT ont dénoncé "l'entêtement de l'Etat français" et déclaré renforcer leurs actions tout en souhaitant les maintenir "de manière pacifique". Le conseil national des chefs de Kanaky, "Inaat Ne Kanaky" a pris la parole ce 16 mai pour dénoncer les actes de vandalisme perpétrés tout en apportant son soutien à la CCAT, précisant qu'elle n'est pas un "groupe terroriste"



Près de 1 800 membres des forces de l'ordre ont été mobilisés dès les premières heures, et un renforcement sécuritaire doit être opéré avec l'envoi d'au moins 500 autres personnels supplémentaires à Nouméa. **Au total, 2 700 membres des forces de l'ordre** devraient être présents sur le terrain d'ici vendredi soir. Le ministère de l'Intérieur a notamment annoncé l'envoi de 4 escadrons de gendarmerie mobile, 2 sections de CRS, des policiers du RAID et des gendarmes du GIGN dès le 14 mai.

Des militaires ont été déployés pour "**sécuriser les ports et l'aéroport** de Nouvelle-Calédonie" a indiqué le Premier ministre Gabriel Attal. Le Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, M. Le Franc, a pour sa part "**interdit Tik Tok**" dans le but de limiter les contacts entre les émeutiers. Le réseau social est en effet un moyen de communication privilégiés par les groupes commettant des violences depuis 3 nuits sur le territoire calédonien.

Cinq **assignations à résidence** ont été signées le 15 mai au soir par le ministre de l'Intérieur concernant des indépendantistes radicaux qui appartiendraient à la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT). Plus d'une vingtaine d'assignations supplémentaires devaient être prononcées ce jour.

Selon le haut-commissariat de la République, environ 70 nouvelles interpellations ont eu lieu en 24h en lien avec les émeutes, portant à **plus de 200 le nombre d'interpellations** réalisées depuis lundi sur le territoire ultramarin.

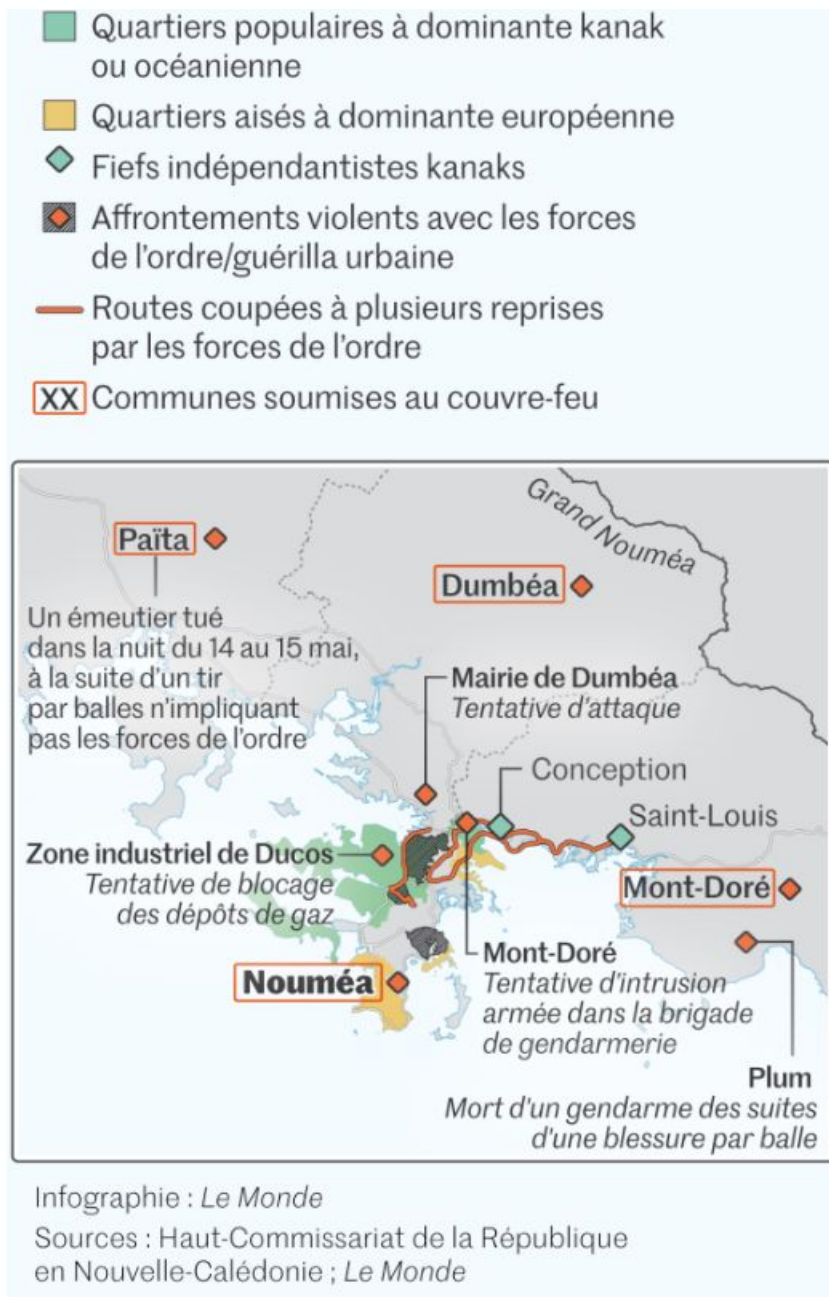
M. Le Franc a salué ce jeudi matin 16 mai dans un communiqué "l'engagement et le professionnalisme des forces de l'ordre qui font l'objet d'attaques".

Une brouille diplomatique entre Paris et l'Azerbaïdjan

Le 16 mai, le ministre de l'Intérieur a **accusé l'Azerbaïdjan d'ingérence** en Nouvelle-Calédonie lors d'une interview sur France 2 : "Sur l'Azerbaïdjan, ce n'est pas un fantasme, c'est une réalité", déplorant "qu'une partie des indépendantistes calédoniens aient fait un deal avec l'Azerbaïdjan". **Bakou a rapidement démenti** ces accusations et dénoncé des propos "insultants".

Cette polémique fait suite à la signature d'un mémorandum de coopération entre le Congrès de Nouvelle-Calédonie et l'Assemblée nationale de l'Azerbaïdjan en avril. Bakou avait en effet convié en juillet 2023 les indépendantistes martiniquais, guyanais, calédoniens et polynésiens, faisant émerger le "Groupe d'initiative de Bakou" visant à "soutenir les mouvements de libération et anticolonialistes français".

Situation dans le Grand Nouméa



L'omniprésence des armes en Nouvelle-Calédonie

Selon les autorités, 64 000 armes sont déclarées localement et autant circulent illégalement. Dans un rapport parlementaire publié le 29 avril 2024, les services de l'Etat évoquaient 100 000 armes pour une population de 270 000 personnes, soit un ratio de près d'un habitant sur trois qui posséderait une arme.

Situation dans l'archipel



Impact sur les déplacements

Aéroports: Les aéroports de **Nouméa Magenta** et de **Nouméa La Tontouta** restent fermés.

Routiers: De **nombreuses barricades** ont été montées dans les rues par les riverains, à l'aide de barricades de fortunes, de palettes de bois, bidons, brouettes. Certains sont marqués d'un drapeau blanc. Des **pièges** ont été tendus pour les forces de l'ordre.

Quartiers bouclés : Le **bâtiment du Sénat coutumier** a été incendié. Le quartier défavorisé d'**Auteuil** a été la cible d'échanges de tirs nourris et de nombreux commerces, restaurants et son supermarché ont été incendiés. Outre Auteuil, les quartiers les plus touchés sont **Rivière salée**, **Dumbéa sur mer**, **Saint Louis**, **Conception**, **Normandie** mais aussi **Ducos** et **Païta**. Les quartiers sud restent les plus calmes pour le moment.

Recommandations

- **Limiter les déplacements au strict nécessaire**, et ne pas chercher à rejoindre les aéroports tant que ceux-ci restent fermés.
- Dans la mesure du possible, **éviter strictement les déplacements dans les zones les plus affectées** par les troubles et les violences.
- Si vous êtes dans une zone très affectée par les violences, préparez à vous à évacuer vers une zone plus sûre une fois la situation stabilisée. **En cas de coup de feu, se mettre à couvert, se coucher au sol. S'identifier dès que possible auprès des forces de sécurité.**
- Si vous êtes à proximité immédiate d'une fusillade ou d'une émeute, éloignez vous dès que possible dans la zone et rendez vous dans un lieu sécurisé.
- **Se tenir informé de l'évolution de la situation** via les sources officielles et les alertes SSF.
- S'assurer du **bon fonctionnement et de la fiabilité de ses appareils de télécommunications**. S'assurer de sa connaissance des contacts d'urgence (15 pour les urgences).
- Maintenez le contact avec vos responsables et vos proches sur votre état et votre localisation.
- Respecter les consignes des autorités.
- Dans la mesure du possible, **se constituer un stock de nourriture et eau** lors des réapprovisionnements. S'assurer également d'avoir des réserves de carburant, médicament, et de liquide pour plusieurs jours en cas de pérennisation des violences.
- **Ne pas chercher à forcer les barrages** et se tenir éloigné des rassemblements éventuels. Si vous rencontrez un barrage, s'en éloigner immédiatement.
- Lors de vos déplacements, ne transportez pas des objets de valeur si ce n'est pas nécessaire en vue de minimiser le risque de vol.

Éléments de prospective

- Malgré la mise en place d'un **pont aérien** annoncée le 16 mai, le **risque de pénurie** (alimentaire, de médicaments...) est **avéré** à court terme, les émeutiers ayant détruit et pillé de nombreux commerces sur l'archipel.
- Le ministre de l'Intérieur a estimé que "depuis la déclaration de l'état d'urgence, je crois que nous sommes **vers le rétablissement de la paix**". Pour autant, **à court terme, les tensions devraient perdurer et une poursuite - voire intensification - des violences est à redouter**, en particulier à Nouméa. Gabriel Attal a déclaré que le retour à l'ordre était un "préalable à la poursuite du dialogue" et "permettra de garantir l'approvisionnement de l'île en produits essentiels".
- Une **issue rapide au conflit** paraît **pour l'heure peu probable** aux vues des tensions actuelles.

SSF Information & Analyse



Veille, Évaluation des risques et Prospective

Acteur reconnu de la **prévention et de la gestion des risques à l'international**, Scutum Security First (SSF) est la référence française du Travel Risk Management et de l'information sécuritaire (alertes, bulletins de veille, fiches pays, études personnalisées).



Alertes 24/7

Alertes sécurité/sûreté sur 203 pays et territoires, 24h/24 et 7j/7 en français et en anglais.



Fiches Pays

Analyse de la situation sécuritaire par zones et type de risques pour chaque pays du monde.



PMPR

Point mensuel des pays à risques : bilan sécuritaire et calendrier des événements du mois à venir.



Études personnalisées

Rapports et bulletins de veille sur une zone, un pays, une problématique sécuritaire.